

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE D'ÉCULLY

N°2023-079

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 2023

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 septembre 2023

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 33

PRÉSIDENT : Monsieur Sébastien MICHEL

SECRÉTAIRE ÉLU : Monsieur Jean-Pierre MANIGLIER

**Membres présents :** M. Sébastien MICHEL (Maire) ; Mme Agnès GARDON-CHEMAIN (adjointe) ; M. Loïc ALIRAND (adjoint) ; Mme Nathalie BRUNEAU (adjointe) ; M. Jean-Philippe CORDIN (adjoint) ; Mme Emilie ESCOFFIER-CABY (adjointe) ; M. Jean-Jacques MARGAINE (adjoint) ; Mme Brigitte RAMOND (adjointe) ; M. Christophe MOREL-JOURNAL (adjoint) ; Mme Denise MAIGRE (adjointe) ; M. Jean-Pierre MANIGLIER ; Mme Martine BIARD ; Mme Laure DESCHAMPS ; Mme Nicole BRIAND ; Mme Isabelle BUSQUET ; Mme Marie-Agnès CHALANCON-FERNANDES ; Mme Christelle GERIN-EPELY ; M. Damien CADE ; Mme Géraldine BALLIGAND ; M. Nicolas de GARILHE ; Mme Olivia ROBERT ; M. Jacques CHEVALEYRE ; M. Thibaut LE NORMAND ; M. Claude LARDY ; Mme Florence ASTI-LAPPERRIÈRE ; Mme Patricia GARCIA.

**Membres absents ayant donné pouvoir :** M. Jean-José GARCIA donne pouvoir à M. Christophe MOREL-JOURNAL (adjoint) ; M. Emile COHEN donne pouvoir à Mme Agnès GARDON-CHEMAIN (adjointe) ; M. Pierre POINSOT donne pouvoir à Mme Denise MAIGRE (adjointe) ; M. Raphaël BERGER donne pouvoir à M. Sébastien MICHEL (Maire) ; M. Vincent FRIDRICI donne pouvoir à M. Thibaut LE NORMAND ; M. Damien JACQUEMONT donne pouvoir à M. Jacques CHEVALEYRE ; M. Jérôme FRANÇOIS donne pouvoir à Mme Patricia GARCIA.

**Membre absent :** aucun.

**Nombre de présents :** 26

**Nombre de pouvoirs :** 7

**Nombre de votants :** 33

**OBJET** CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIÈRE ENTRE LA MÉTROPOLE DE LYON ET LA VILLE D'ÉCULLY POUR LA REFORTE DES CONVENTIONS LOCALES D'APPLICATION (CLA) DU CONTRAT DE VILLE METROPOLITAIN (CVM)

La Ville d'Écully s'est engagée depuis de nombreuses années dans une politique de cohésion urbaine et de solidarité envers les quartiers les plus défavorisés. Cette politique de la ville vise à améliorer les conditions de vie des écullois et notamment ceux du quartier Sources-Pérollier.

En parallèle, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a précisé le cadre d'intervention de la politique de la ville en redéfinissant la géographie prioritaire et les outils

d'intervention, notamment via l'élaboration du Contrat de Ville Métropolitain (CVM). Un premier CVM a été signé le 2 juillet 2015 par l'ensemble des partenaires (Métropole de Lyon, État, Région, communes, CAF, Sytral et bailleurs sociaux, ...) et touche à sa fin suite à prorogation le 31 décembre 2023.

Animé conjointement par la Métropole, l'Etat et les villes concernées, le CVM est décliné localement à travers des conventions locales d'application (CLA), élaborées et mises en œuvre à l'échelle des communes. Les CLA, au même titre que le contrat de ville, doivent faire l'objet d'une réécriture pour l'année 2024. Le renouvellement des projets de territoire, attendu pour le début d'année 2024, dans des délais contraints, va générer des besoins d'ingénierie supplémentaire pour les équipes projet, en termes d'évaluation et de concertation habitante pour définir les prochaines priorités et les engagements des partenaires.

À ce titre, la Métropole de Lyon participe aux moyens supplémentaires nécessaires à leur évaluation et renouvellement au cours de l'année 2023.

Concernant Ecully, la demande de requalification du quartier Sources Pérollier en quartier prioritaire (QPV) semble sur le point d'aboutir avec une validation de la Métropole de Lyon et de la Préfecture du Rhône ; l'ultime validation est désormais attendue du Ministère de la Ville pour l'automne 2023.

Les besoins en ingénierie sont identifiés autour de l'accompagnement à l'écriture de la CLA par la production d'une synthèse des enjeux tels qu'identifiés par l'ensemble des acteurs (habitants, associations, institutions, élus), la projection de l'animation territoriale de la CLA, et la rédaction de la base primaire de la CLA.

La Métropole de Lyon invite les communes à solliciter les bureaux d'étude fléchés par l'association des consultants en aménagement et développement des territoires et proposer une enveloppe financière dédiée d'un maximum de 10 000€ afin de couvrir 80% au plus des dépenses engagées par la ville.

La convention de participation financière, jointe en annexe n°6, a pour objet de préciser les modalités de participation financière entre la Métropole de Lyon et la ville d'Écully pour le financement de ce soutien exceptionnel en ingénierie.

La Commission Solidarité, réunie le 7 septembre 2023, entendue ;

LE CONSEIL MUNICIPAL,  
Après avoir délibéré,

A l'unanimité, par 33 voix pour,

- Approuve les termes de la convention de participation financière relative aux frais d'ingénierie dans le cadre du dispositif de soutien exceptionnel à la refonte des Conventions Locales d'Application entre la Métropole de Lyon et la ville d'Écully ;
- Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document afférent ;
- Dit que la somme due par la Métropole de Lyon à la ville d'Écully sera inscrite au budget 2023 du budget principal de la commune, au chapitre 74, article 74751.

Ainsi délibéré,  
A Écully, le 25 septembre 2023

Le Secrétaire,

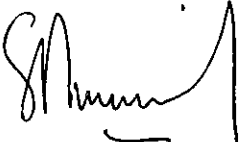
  
Jean-Pierre MANIGLIER

Le Maire,

  
Sébastien MICHEL

Certifié exécutoire le  
Le Maire

29 SEP. 2023



Sébastien MICHEL



## ECULLY

### CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE RELATIVE AUX FRAIS D'INGENIERIE

#### Dispositif de soutien exceptionnel pour la refonte des Conventions locales d'application (CLA) du Contrat de Ville Métropolitain (CVM)

#### ANNEE 2023

Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,  
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21 février 2022,  
Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,  
Vu le contrat de ville métropolitain signé le 2 juillet 2015,  
Vu la délibération du Conseil de Métropole n°2019-3807 du 30 septembre 2019 prorogeant le contrat de ville métropolitain pour les années 2021-2022,  
Vu la délibération du Conseil de Métropole n°2022-1174 du 27 juin 2022 relative à la refondation du financement des équipes projet politique de la ville dans le cadre du Contrat de ville métropolitain 2015-2022,  
Vu la délibération de la Commission permanente n° 2023-XXX en date du 16 octobre 2023 relative à la participation exceptionnelle aux frais d'ingénierie complémentaires déployés pour l'évaluation et le renouvellement des conventions locales d'application du contrat de ville métropolitain,

Entre

**La Métropole de Lyon**, collectivité à statut particulier, dont le siège est situé 20 rue du Lac - CS 33569, 69505 Lyon Cedex 03,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Bruno BERNARD agissant en cette qualité et en vertu de la délibération du Conseil de Métropole n° 2020-0001 en date du 2 juillet 2020,

Ayant délégué à cet effet Monsieur Renaud PAYRE, Vice-président en charge de la politique de la ville en vertu de l'arrêté de délégation de signature n° 2022-06-14-R-0482 du 14 juin 2022,

Ci-après dénommée « la Métropole »

**D'une part,**

Et

**La Commune d'Écully**, place de la Libération, BP 170, 69132 Écully Cedex représentée par son Maire en exercice, Monsieur Sébastien MICHEL, habilité par délibération du conseil municipal en date du 25 septembre 2023

SIRET : 21690081100011



Ci-après dénommée « le bénéficiaire »

**D'autre part,**

Ci-après désignées ensemble les « Parties » et individuellement la « Partie »

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

#### **PREAMBULE :**

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 est venue renouveler le cadre d'intervention de la politique de la ville en redéfinissant la géographie prioritaire et les outils d'intervention, notamment via l'élaboration du contrat de ville métropolitain signé le 2 juillet 2015 par l'ensemble des partenaires (Métropole de Lyon, État, Région, communes, CAF, Sytral et bailleurs sociaux, ...). Il est élaboré pour la période 2015-2020, et prorogé jusqu'au 31 décembre 2023.

Animé conjointement par la Métropole, l'État et les villes concernées, le Contrat de Ville Métropolitain est décliné localement à travers des conventions locales d'application (CLA), élaborées et mises en œuvre à l'échelle des communes. Les CLA, au même titre que le contrat de ville, doivent faire l'objet d'une réécriture pour l'année 2024. Le renouvellement des projets de territoire, attendu pour le début d'année 2024, dans des délais contraints, va générer des besoins d'ingénierie supplémentaire pour les équipes projet, en termes d'évaluation et de concertation habitante pour définir les prochaines priorités et les engagements des partenaires.

À ce titre, la Métropole de Lyon participe aux moyens supplémentaires nécessaires à leur évaluation et renouvellement au cours de l'année 2023.

Concernant les moyens engagés par la ville d'Ecully pour élaborer une nouvelle CLA/un nouveau projet de territoire sur les années 2022 et 2023, il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de déterminer la participation financière pour l'année 2023, de la Métropole de Lyon, destinée au financement des moyens complémentaires, nécessaires à l'évaluation et au renouvellement des CLA/projets de territoires, pour la ville d'Ecully.

L'intervention de la Métropole en matière de financement des équipes projet a été récemment refondée par voie de délibération lors du Conseil métropolitain du 27 juin 2022 (n°2022-1174), dans le but d'harmoniser les principes de financement entre les communes, tout en réaffirmant le sens du co-mandatement par la Métropole des équipes cofinancées.

Pour 2022, le cofinancement des équipes projet politique de la ville, entre la Métropole (19 postes de directrices et directeurs de projet et adjoints), les communes (74 agents) et le cas échéant, l'État (ANRU et ANCT), se répartit de la manière suivante :

Coût total estimé 2022 (en €)	Taux Métropole (en %)	Métropole (en €)	Communes (en €)	État/ANRU (en €)
4 288 959	38,34	1 644 439	1 822 527	821 993

Le financement des équipes projet politique de la ville, versé sur l'année 2023, prend en compte les postes de directrice et directeur de projet, leurs adjoints, des postes de secrétariat, d'agents de développement et de chargés de mission dédiés aux thématiques suivantes : cadre de vie, développement social, gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP), développement économique, insertion, communication, etc.

L'élaboration d'un nouveau projet de territoire en déclinaison du contrat de ville métropolitain constitue une mission supplémentaire ponctuelle et urgente pour les équipes, qui vont devoir trouver des moyens

complémentaires pour répondre aux sollicitations conjointes de l'Etat et de la Métropole, dans leur rôle de pilote de la politique de la ville sur l'agglomération.

## ARTICLE 2 – COUT ET MONTAGE FINANCIER DU DISPOSITIF

Les modalités de participation de la Métropole sont précisées dans le cadre de la délibération n°2023-XXX du 16 octobre 2023 relative à la participation exceptionnelle aux frais d'ingénierie complémentaires déployés pour l'évaluation et le renouvellement des conventions locales d'application du contrat de ville métropolitain.

Aussi sont éligibles les dépenses suivantes, réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

- Dépenses liées à des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO),
- Dépenses liées à des ressources humaines déployées en complément de celles de l'équipe projet politique de la ville,
- Dépenses liées à l'organisation de temps de concertation.

La participation métropolitaine ne peut excéder 80% de la dépense réalisée, et respecte la limite des montants plafonds suivants :

- Jusqu'à 20 000 € pour les communes dont la population en QPV dépasse 6 000 habitants,
- Jusqu'à 10 000 € pour les communes comprenant au moins un QPV,
- Jusqu'à 5 000 € pour les communes ne comprenant que des QVA.

S'agissant de dépenses de fonctionnement, les montants pris en compte sont présentés TTC.

La ville d'Ecully compte désormais un QPV dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire, et peut donc prétendre à une participation d'un montant maximal de 10 000 €, dans la limite de 80% des dépenses réalisées.

Le montant global prévisionnel des frais d'ingénierie complémentaires déployés par la commune d'Ecully pour l'évaluation et le renouvellement de la convention locale d'application est fixé à 12 500 € TTC dont le plan de financement est le suivant :

CLA concernée	Type de moyens alloués	Coût estimatif En € TTC	Cofinancement Ville En €	Cofinancement Métropole En €
Ecully	AMO + renfort ingénierie interne (RH)	12 500 €	2 500 €	10 000 €

Le montant de cette participation est un montant plafond. Les coûts annoncés ci-dessus sont estimatifs ; au cas où le coût réel des frais d'ingénierie engagés serait inférieur au montant prévisionnel ci-dessus <sup>3</sup>indiqué, la participation financière sera calculée au prorata de la dépense réelle.

**METROPOLE : Référence à rappeler pour la dématérialisation :**

**VILLE : Vos références à rappeler pour la dématérialisation :**

## ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT ET DE CONTRÔLE

- **Participation de la Métropole de Lyon au financement des frais d'ingénierie engagés par les communes pour la réécriture de leur CLA**

La somme due par la Métropole de Lyon au profit de la ville d'Ecully, maître d'ouvrage, est de **10 000 €** maximum, dans la limite de 80% des dépenses TTC réalisées.

La participation sera mandatée en un seul versement sur présentation par la commune d'une demande de paiement accompagnée d'un état récapitulatif des dépenses réalisées visé par le Trésorier public ou par



l'ordonnateur (le Maire, le Directeur général ou le Directeur financier), au titre de l'année 2023. La demande doit intervenir avant le 15 décembre 2023.

Les versements seront effectués par virement administratif sur le compte du bénéficiaire, joint en annexe 1.

## **MODALITES DE TRANSMISSION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT**

La demande de paiement devra être transmise par mail à l'adresse [compta-urba@grandlyon.com](mailto:compta-urba@grandlyon.com), ou par voie postale à :

**Métropole de Lyon**  
DUM/Direction Ressources  
Unité Finances DPST- PU – DIRMOB (Exécution comptable)  
20, rue du Lac - CS 33569  
69505 Lyon cedex 03

## **ARTICLE 4 – RELATIONS ENTRE LA METROPOLE DE LYON ET LE BENEFICIAIRE**

### **4.1 - Durée de la convention**

La présente convention prend effet à la date de notification par la Métropole de Lyon au bénéficiaire d'un exemplaire signé des deux parties.

Elle prendra fin le 31 décembre 2023.

### **4.2 - Règles de caducité de la convention**

La participation deviendra caduque si le bénéficiaire n'adresse pas à la Métropole de Lyon l'ensemble des justificatifs permettant le mandatement du solde de l'opération avant le 15 décembre 2023.

### **4.3 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, ou en cas de faute caractérisée du bénéficiaire, celle-ci sera résiliée de plein droit par la Métropole de Lyon à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Une telle résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et pourra faire l'objet d'un ordre de reversement de la part de la Métropole de Lyon.

### **4.4 - Modification de la convention**

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

### **4.5 - Règlement des litiges**

À défaut d'accord amiable en cas de litiges, les parties conviennent que toutes contestations relatives à la présente convention seront du ressort du tribunal administratif de Lyon.

## **ARTICLE 5 – NOTIFICATION DES CONTACTS**

Toute notification faite par l'une des parties à l'autre pour les besoins de la présente convention de financement sera adressée par écrit et envoyée par courrier, ou courrier électronique à :

	<b>Domaine Technique</b>	<b>Domaine Administratif et comptable</b>
<b>Pour la Métropole de Lyon</b>	Chloé JACQUET Chargée de mission politique de la ville Tél : 04 26 83 92 05 <a href="mailto:cjacquet@grandlyon.com">cjacquet@grandlyon.com</a>	<b>Administratif :</b> Martine SELVA Tél : 04 78 63 49 95 conventions-DUM@grandlyon.com  <b>Comptable :</b> Michèle DURIEU Tel : 04 26 99 37 48 <a href="mailto:compta-urba@grandlyon.com">compta-urba@grandlyon.com</a>
<b>Pour la Commune</b>	Jonathan MALHERBE Directeur Général des Services de la Ville d'Écully Tel : 04 72 18 10 04 <a href="mailto:politique.ville@ville-ecully.fr">politique.ville@ville-ecully.fr</a>	

En cas de changement d'interlocuteurs, chaque partie s'engage à en informer l'autre.

Fait en deux exemplaires originaux,

Le

Pour la ville d'Écully,  
Le Maire,

Sébastien MICHEL

Le

Pour la Métropole de Lyon,  
Vice-Président délégué,

Renaud PAYRE



RIB COMMUNE ECULLY (69130)

---

Code Banque	Code Guichet	N° Compte	Clé
30001	00497	E6920000000	31

---

IBAN COMMUNE ECULLY (69130)

---

FR73 3000 1004 97E6 9200 0000 031

BIC ASSOCIE BDFEFRPPCCT

# Acte à classer

2023-079

**1**                      **2**                      **3**                      **4**  
En préparation      En attente retour      > AR reçu <      Classé  
Préfecture

Identifiant FAST : ASCL\_2\_2023-09-29T14-08-43.00 ( MI247836249 )

Identifiant unique de l'acte : 069-216900811-20230929-2023-079-DE ( [Voir l'accusé de réception associé](#) )

Objet de l'acte : Convention de participation financière entre la Métropole  
de Lyon et la Ville d'Ecully pour la refonte des conventions  
locales d'application (CLA) du contrat de Ville Métropolitain  
(CVM)

Date de décision : 29/09/2023



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 8. Domaines de competences par themes  
8.5. Politique de la ville-habitat-logement

Identifiant unique de l'acte antérieur

:

Acte : [DELIB\\_2023-079.PDF](#)

Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Transmis

Accusé de réception

Date 29/09/23 à 14:08

Date 29/09/23 à 14:08

Date 29/09/23 à 14:16

Par [BOUTET Catherine](#)

Par [BOUTET Catherine](#)